

ALLOCUTION DE S.E. Marc RAVALOMANANA, Président de la République de Madagascar

Sommet sur la Sécurité Alimentaire Mondiale. Les défis du changement climatique et les bio-énergies
Rome, 03 juin 2008

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président de la République italienne, je vous adresse tous mes vœux personnels et ceux du peuple malgache à l'occasion de votre Fête Nationale qui a eu lieu le 2 juin.

Nous pouvons et devrions créer plus de partenariats entre les pays développés et les pays en développement pour s'attaquer au problème du changement climatique. La plupart des pays en développement ont un potentiel énorme pour la production d'énergies alternatives.

Notre action pour combattre le changement climatique pourrait être plus significative.

Nous pouvons et devrions également faire mieux en matière de bio-énergies. Nous devons être très prudents de ne pas remplacer les cultures vivrières par des plantes utilisées pour la bio-énergie. A Madagascar, nous cultivons le Jatropha là où il n'y a pas de cultures vivrières. Mais ce n'est pas mon principal message. Mon message est le suivant:

Je pense que nous ne pouvons pas séparer les défis du changement climatique et les bio-énergies des problèmes liés à la sécurité alimentaire et aux prix des denrées alimentaires. Le problème sous-jacent est le niveau de dépendance qui existe actuellement: nous serons toujours dépendants des marchés internationaux; c'est normal. Mais le haut niveau de dépendance actuel est inadmissible et nous devons y remédier.

Quand les cyclones frappent Madagascar et détruisent une grande partie de nos récoltes, le prix du riz augmente considérablement, car nous devons importer plus de riz que d'habitude.

Je ne veux pas que Madagascar soit si économiquement dépendant des effets des cyclones. Je veux que Madagascar atteigne un niveau de développement qui nous permet d'absorber les chocs externes d'une manière efficace. Je veux que nous puissions faire face aux problèmes sans souffrir des situations de crise qu'ils nous imposent.

Notre principal défi est de trouver le moyen d'augmenter la productivité. Nous devons trouver le moyen de devenir des exportateurs au lieu d'être des importateurs de denrées alimentaires. Les prix baisseront immédiatement d'environ 20 à 30% si nous arrivons à atteindre notre objectif d'augmenter la productivité agricole. Nous pourrions alors absorber plus fortement les chocs externes.

Il y a 25 ans, l'Afrique avait encore un surplus de produits alimentaires qu'elle pouvait exporter: des céréales, du riz, des fèves de soja, etc. Au fil des ans, nous sommes de plus en plus devenus des importateurs de ces produits. Le fossé entre les exportateurs et les importateurs s'élargit sans cesse. Dans les années 60, Madagascar était un pays exportateur de riz. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Nous sommes dans une situation inconfortable où l'Amérique du Nord et l'Europe exportent plus de denrées alimentaires vers l'Afrique qu'ils n'en importent. Ils exportent également plus de machines qu'ils n'en importent. Dans une certaine mesure, nous essayons de compenser cette situation en vendant des matières premières telles que nos minerais.

Comment en-sommes-nous arrivés là?

Il y a quatre raisons principales:

Premièrement, les pays industrialisés subventionnent l'exportation de ces produits.

Nous ne sommes pas compétitifs sur les marchés internationaux. Et même dans nos pays respectifs, les producteurs locaux ne sont pas capables de faire face aux défis.

A Madagascar, dans le passé, le prix du riz à la consommation était fixé par le Gouvernement, à un prix bas. Or, dans une telle pratique, les cultivateurs qui utilisent des engrais subissent des pertes.

Deuxièmement, tous les pays voulaient industrialiser leurs économies. La croissance économique était seulement basée sur les investissements directs étrangers. Par conséquent, nous avons créé des zones franches avec une main-d'œuvre bon marché et réduit les impôts et les droits de douanes.

Troisièmement, les bailleurs internationaux ont activement encouragé et soutenu ces stratégies, qui s'imposaient à nous. Les programmes des bailleurs mettaient rarement l'accent sur le monde rural.

Quatrièmement, par conséquent, personne ne se souciait réellement des paysans, de leur situation juridique, de leur sécurité, de leur possibilité d'accès au crédit, de leur besoin d'accéder aux marchés, et de leur accès limité aux infrastructures telles que les silos et la chaîne du froid.

La situation a changé. Les prix des denrées alimentaires s'accroissent à un degré sans précédent. Les pays asiatiques qui ont l'habitude d'importer des produits alimentaires en importent encore plus. Certaines couches de nos populations qui dépendent davantage des produits importés à des prix élevés en souffrent de plus en plus.

C'est loin d'être un problème facile à résoudre, car c'est réellement une crise touchant la majorité. Ayant été entrepreneur, je pense qu'il y a toujours des opportunités dans les moments d'adversité. Quelles sont ces opportunités? Que pouvons-nous faire?

Je le redis encore: les pays africains doivent devenir dorénavant des pays exportateurs de denrées alimentaires.

Au cours des quatre dernières années, j'ai modifié nos stratégies à Madagascar. J'ai lancé une nouvelle vision appelée "Madagascar Naturellement!". Le but de cette vision est de promouvoir significativement les milieux ruraux, ainsi que la population rurale.

Nous avons lancé une Révolution Verte. Nous voulons accroître la productivité agricole et développer la transformation de nos produits naturels. Nous investissons sur toute la chaîne de valeur pour aboutir à un développement économique par la base.

Nous avons également libéralisé le prix du riz, ce qui a considérablement motivé nos paysans. Un grand projet foncier est en cours pour permettre aux paysans d'avoir des titres fonciers, permettant ainsi d'améliorer le système de micro-crédit, et de renforcer les infrastructures, surtout en milieu rural.

Nous en avons eu des résultats très prometteurs. La production rizicole a augmenté de 25 à 35% au cours des trois dernières années. D'ici deux ans, nous devrions réussir à redevenir un pays exportateur de riz.

Grâce à tous ces efforts, le prix du riz demeure relativement stable. Et j'espère vraiment qu'avec des mesures additives telles que la réduction de la TVA sur le riz et la création de réserves pour les plus vulnérables, nous serons effectivement en mesure de contrôler l'impact des prix actuels des denrées alimentaires.

Mais le riz n'est qu'une des denrées alimentaires. D'une manière générale, nous devons redoubler d'effort et définir de nouvelles stratégies:

Premièrement, nous devons renforcer la formation des paysans. Au cours de ce mois-ci, nous mettrons sur pied un Institut pour les paysans. Nous aurons bientôt des centres d'information et de conseils pour les paysans dans toutes les 22 Régions de Madagascar.

Mais nous avons besoin de soutien et de mesures incitatives en faveur de ces paysans.

Deuxièmement, nous devons augmenter le rendement à l'hectare en utilisant des semences certifiées sans être dépendant des producteurs de semences internationaux. Nous devons améliorer les techniques culturales et les méthodes d'irrigation. Nous devons rendre effectif l'utilisation d'engrais de meilleure qualité tout en préservant l'environnement.

Troisièmement, nous devons améliorer les moyens de stockage et les infrastructures de transport. Nous devons développer une chaîne du froid pour les producteurs au niveau des ports ou des aéroports.

Quatrièmement, nous devons développer des systèmes pour standardiser des produits de qualité et avoir des normes de certification comme on les rencontre actuellement dans les pays de l'Europe, aux Etats-Unis et en Asie.

Cinquièmement, nous devons développer de nouveaux produits pour faire face à la demande internationale.

Sixièmement, nous devons adopter de nouvelles stratégies de commercialisation pour mieux pénétrer les marchés intérieurs et internationaux, et aussi créer de nouveaux marchés pour avoir une meilleure valeur ajoutée de nos produits.

Septièmement, nous devons créer de nouveaux partenariats avec les pays industrialisés qui respectent le Protocole de Kyoto. Nous avons besoin d'une telle Conférence de Haut niveau sur la Sécurité Alimentaire sous l'auspice de l'ONU qui a pu assurer sa préparation et élaborer les stratégies commerciales en tenant compte du nouveau règlement de l'OMC. Ceci permettra de mettre les denrées alimentaires de qualité à des niveaux raisonnables et de consolider de nouvelles méthodes plus développées pour améliorer les conditions de la production alimentaire.

Ce sont là quelques propositions très pragmatiques. Elles sont fondées sur ma forte conviction que les marchés de libre échange sont à la base du commerce international, mais aussi que nous avons besoin d'une action complète et des responsabilités partagées par tous les acteurs. Nous avons besoin de commencer la Révolution verte dans tous les pays africains. Les pays africains devraient se rendre compte que nous avons besoin de plus d'offres à proposer et non pas uniquement d'huile alimentaire, de minéraux et de travail à coût réduit. Nous devrions arrêter le pillage de nos ressources environnementales naturelles. Nous devrions rehausser les potentialités de nos ressources humaines. Nous devrions tirer meilleur profit de nos richesses.

Si nous arrivons à transformer toutes ces propositions en actions concrètes, nous deviendrons moins vulnérables.

Je vous remercie de votre aimable attention.

